

**No. 28698**

---

**FRANCE  
and  
ICELAND**

**Agreement concerning film co-production (with annex).  
Signed at Reykjavik on 29 August 1990**

*Authentic texts: French and Icelandic.*

*Registered by France on 4 March 1992.*

---

**FRANCE  
et  
ISLANDE**

**Accord relatif à la coproduction cinématographique (avec  
annexe). Signé à Reykjavik le 29 août 1990**

*Textes authentiques : français et islandais.*

*Enregistré par la France le 4 mars 1992.*

# ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ISLANDAISE RELATIF À LA COPRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ISLANDAISE

Soucieux de faciliter la réalisation en coproduction d'oeuvres cinématographiques susceptibles de servir par leurs qualités artistiques et techniques le prestige de leurs pays, et de développer leurs échanges cinématographiques,

Sont convenus de ce qui suit :

## I - COPRODUCTION

### Article 1

Les oeuvres cinématographiques réalisées en coproduction et admises au bénéfice du présent Accord sont considérées comme oeuvres cinématographiques nationales par les autorités des deux pays conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables dans leurs pays.

Elles bénéficient de plein droit des avantages réservés aux oeuvres cinématographiques nationales qui résultent des textes en vigueur ou qui pourraient être édictés dans chaque pays.

La réalisation d'oeuvres cinématographiques en coproduction entre les deux pays, doit recevoir l'approbation, après consultation entre elles, des autorités compétentes des deux pays :

- pour la France : Le Centre National de la Cinématographie
- pour l'Islande : Le Fonds du Cinéma Islandais

### Article 2

Pour être admises au bénéfice de la coproduction, les oeuvres cinématographiques doivent être entreprises par des producteurs disposant d'une bonne organisation techniques et financière et d'une expérience professionnelle confirmée.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1991, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (du 23 avril 1991) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour sa mise en application, conformément à l'article 17.

### Article 3

Les demandes d'admission au bénéfice de la coproduction par les producteurs de chacun des deux pays sont établies en vue de leur agrément selon les dispositions de la procédure d'application prévue dans l'annexe du présent Accord, laquelle fait partie intégrante dudit Accord.

L'agrément donné à la coproduction d'une oeuvre cinématographique déterminée par les autorités compétentes de chacun des deux pays ne peut être subordonné à la présentation d'éléments impressionnés de la dite oeuvre cinématographique.

Lorsque les autorités compétentes des deux pays ont donné leur agrément à la coproduction d'une oeuvre cinématographique déterminée, cet agrément ne peut être ultérieurement retiré, sauf accord entre les dites autorités compétentes.

### Article 4

La proportion des apports respectifs des producteurs des deux pays dans une oeuvre cinématographique de coproduction peut varier de 20 à 80 %.

En principe, un équilibre général des apports doit être réalisé entre les deux pays en ce qui concerne tant les contributions et les prestations de services respectives que la participation des artistes et des techniciens.

Les oeuvres cinématographiques doivent être réalisées par des metteurs en scène, techniciens et interprètes ayant la qualité soit de national français ou résident en France, soit de nationalité islandaise ou de résident en Islande, soit de ressortissant ou de résident dans un pays de la Communauté Economique Européenne.

La participation d'un interprète n'ayant pas la nationalité de l'un des Etats mentionnés à l'alinéa précédent peut être admise, compte tenu des exigences de l'oeuvre cinématographique, après entente entre les autorités compétentes des deux pays.

### Article 5

Les travaux de prises de vues en studios, de sonorisation et de laboratoire doivent être réalisés en se référant aux dispositions ci-après :

Les prises de vues en studios doivent avoir lieu de préférence dans le pays du coproducteur majoritaire sauf accord entre les coproducteurs.

Chaque coproducteur est, en tout état de cause, copropriétaire du négatif original image et son, quel que soit le lieu où le négatif est déposé.

Chaque coproducteur a droit, en tout état de cause, à un internégatif dans sa propre version. Si l'un des coproducteurs renonce à ce droit, le négatif sera déposé en un lieu choisi d'un commun accord par les coproducteurs.

En principe, le développement du négatif est effectué dans un laboratoire du pays majoritaire ainsi que le tirage des copies destinées à l'exploitation dans ce pays, les copies destinées à l'exploitation dans le pays minoritaire étant tirées dans un laboratoire de ce pays.

#### Article 6

Les autorités compétentes des deux pays examineront périodiquement si l'équilibre des contributions, sur les plans artistique et technique, entre les deux pays, résultant des dispositions du présent Accord a été assuré et, à défaut, arrêteront les mesures jugées nécessaires.

#### Article 7

La répartition des recettes est faite en principe proportionnellement à l'apport total de chacun des coproducteurs. Sous réserve de l'approbation des autorités compétentes des deux pays, cette répartition peut porter sur l'ensemble des recettes, prévoir une séparation de recettes par pays, ou être une combinaison des deux formules.

Les dispositions financières adoptées par les coproducteurs et les zones de partage des recettes sont soumises à l'approbation des autorités compétentes des deux pays.

#### Article 8

Sauf dispositions contraires du contrat de coproduction, l'exportation des oeuvres cinématographiques coproduites est assurée par le coproducteur majoritaire avec l'accord du coproducteur minoritaire.

Pour les oeuvres cinématographiques à participation égale, l'exportation est assurée, sauf dispositions contraires du contrat de coproduction, par le coproducteur ayant la même nationalité que le metteur en scène. Dans le cas d'exportation l'oeuvre cinématographique est, dans la mesure du possible, imputée sur le contingent de celui des deux pays associés par la coproduction qui bénéficie du régime le plus favorable.

Article 9

Les génériques, films annonces et matériels publicitaires des oeuvres cinématographiques réalisées en coproduction doivent mentionner la coproduction entre la France et l'Islande.

Article 10

Dans les festivals et compétitions les oeuvres cinématographiques coproduites sont présentées sous la nationalité de l'Etat auquel appartient le coproducteur majoritaire sauf disposition différente prise par les coproducteurs et approuvée par les autorités compétentes des deux pays.

Article 11

En matière de coproduction d'oeuvres cinématographiques de court métrage, chaque oeuvre cinématographique doit être réalisée avec le souci d'atteindre un équilibre général sur les plans artistique, technique et financier.

Article 12

Les autorités compétentes des deux pays examineront favorablement cas par cas la réalisation en coproduction des oeuvres cinématographiques entre la France, l'Islande et les pays avec lesquels l'un ou l'autre Etat est lié par des accords de coproduction.

Article 13

Sous réserve de la législation et de la réglementation en vigueur, toutes facilités sont accordées pour la circulation et le séjour du personnel artistique et technique collaborant aux oeuvres cinématographiques réalisées en coproduction ainsi que pour l'importation et l'exportation dans chaque pays du matériel nécessaire à leur fabrication et à leur exploitation (pellicules, matériel technique, costumes, éléments de décors, matériel de publicité, etc...)

## II - ECHANGE D'OEUVRES CINEMATOGRAPHIQUES

Article 14

Sous réserve de la législation et de la réglementation en vigueur, l'importation et l'exportation des oeuvres cinématographiques impressionnées nationales ne sont soumises de part et d'autre à aucune restriction.

Les transferts de recettes provenant de la vente et de l'exploitation des oeuvres cinématographiques importées dans le cadre du présent Accord sont effectués en exécution des contrats conclus entre les producteurs conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans chacun des deux pays.

## III - DISPOSITIONS GENERALES

Article 15

Les autorités compétentes des deux pays se communiquent toutes informations sur les questions financières et techniques concernant les coproductions et les échanges d'oeuvres cinématographiques entre les deux pays ou sur les modifications intervenues dans la législation ou la réglementation pouvant les affecter.

Article 16

Les autorités compétentes des deux Etats examineront le cas échéant les conditions d'application du présent Accord afin de résoudre les difficultés éventuelles soulevées par la mise en oeuvre de ses dispositions. Elles étudieront les modifications souhaitables en vue de développer la coopération dans l'intérêt commun des deux pays.

Elles se réuniront, dans le cadre d'une commission mixte cinématographique, à la demande de l'une d'entre elles, notamment en cas de modification importante soit de la législation, soit de la réglementation applicables à l'industrie cinématographique.

Article 17

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de la réception de la dernière notification.

L'Accord est conclu pour une durée de deux ans à dater de son entrée en vigueur. Il est renouvelable par période de deux ans par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties, trois mois avant son échéance.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cette fin par leurs Gouvernements, ont signé le présent Accord.

FAIT à Reykjavík, le 29 août 1990, en double exemplaire en langues française et islandaise.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[*Signé — Signed*]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de la République Islandaise :

[*Signé — Signed*]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signé par Jack Lang — Signed by Jack Lang.

<sup>2</sup> Signé par Svavar Gestsson — Signed by Svavar Gestsson.

## ANNEXE

## PROCEDURE D'APPLICATION

-----

Les producteurs de chacun des pays doivent, pour bénéficier des dispositions de l'Accord, joindre à leurs demandes d'admission au bénéfice de la coproduction, adressées un mois avant le tournage à leurs autorités respectives, un dossier comportant :

- un document concernant l'acquisition des droits d'auteurs pour l'utilisation économique de l'oeuvre,
- un scénario détaillé,
- la liste des éléments techniques et artistiques des deux pays,
- un devis et un plan de financement détaillés,
- un plan de travail de l'oeuvre cinématographique,
- le contrat de coproduction passé entre les sociétés coproductrices.

Les autorités compétentes du pays à participation financière minoritaire ne donnent leur agrément qu'après avoir reçu l'avis des autorités compétentes du pays à participation financière majoritaire.

---



[ICELANDIC TEXT — TEXTE ISLANDAIS]

SAMNINGUR MILLI RÍKISSTJÓRNAR LÝÐVELDISINS ÍSLANÐS  
OG RÍKISSTJÓRNAR LÝÐVELDISINS FRAKKLANÐS UM  
SAMSTARFSVERKEFNI Á SVIÐI KVIKMYNDAGERÐAR

RÍKISSTJÖRN LÝÐVELDISINS ÍSLANÐS

og

RÍKISSTJÖRN LÝÐVELDISINS FRAKKLANÐS

hafa áhuga á að stuðla að samstarfi landanna að gerð  
kvikmyndaverka, sem vegna listrænna eiginleika sinna og  
tæknilegra auki hróður þeirra, sem og á að efla skipti  
landanna á kvikmyndaverkum,

og hafa því komist að samkomulagi um það sem hér  
greinir:

I - SAMSTARFSVERKEFNI

1. grein

Kvikmyndaverk, sem unnin eru í samvinnu landanna og  
samþykkt er að falli undir samning þennan, skulu af hálfu  
yfirvalda beggja landa talin innlend kvikmyndaverk, í  
samræmi við þau ákvæði laga og reglugerða sem við eiga í  
löndum þeirra.

Kvikmyndaverk þessi skulu njóta í einu og öllu allra  
þeirra forréttinda sem innlend kvikmyndaverk njóta, samkvæmt  
núgildandi lögum svo og þeim er síðar kunna að verða sett í  
hvoru landi fyrir sig.

Slík samstarfsverkefni landanna um kvikmyndagerð skulu  
hljóta samþykki yfirvalda í báðum löndunum, að höfðu samráði  
þeirra í milli.

Samþykki fyrir Frakklands hönd veitir :  
Centre National de la Cinématographie  
Samþykki fyrir Íslands hönd veitir :  
Kvikmyndasjóður Íslands

## 2. grein

Til þess að samstarfsverkefni um kvikmyndagerð fái notið kostna þessa samnings skulu standa að því framleiðendur sem hafa yfir að ráða góðu tæknilegu skipulagi og fjármála-  
stjórn og hafa staðfesta reynslu í faginu.

## 3. grein

Umsóknir af hálfu framleiðanda í báðum löndunum um að fá að njóta kostna samnings þessa skulu taka mið af ákvæðum um formsatriði umsókna, sem gert er ráð fyrir í viðauka við samninginn. Viðauki þessi telst vera hluti samningsins.

Samþykki, sem veitt er tilteknu samstarfsverkefni um kvikmyndagerð af hálfu til þess bærra yfirvalda í hvoru tveggja landanna, skal ekki bundið því að fram sé lagt sýnishorn úr téðu kvikmyndaverki.

Þegar til þess bær yfirvöld í löndunum báðum hafa veitt samþykki sitt til samstarfs um framleiðslu tiltekins kvikmyndaverks, verður slíkt samþykki ekki aftur tekið, nema að samkomulag sé um það af hálfu hvorra tveggju téðra yfirvalda.

## 4. grein

Hlutfallslegt framlag framleiðenda landanna tveggja til samstarfsverkefnis um framleiðslu kvikmyndar getur verið á bilinu 20 til 80%.

Almennt er stefnt að sem mestu jafnvægi milli framlags beggja landanna að því er varðar hvort tveggja bein framlög og veitta þjónustu svo sem þátttöku listamanna og tækni-  
manna.

Kvikmyndaverkin skulu gerð af leikstjórum, tæknimönnum og leikurum, sem annaðhvort eru franskir að þjóðerni eða hafa fast aðsetur í Frakklandi, ellegar íslenskir að þjóðerni eða hafa fast aðsetur á Íslandi, eða í þriðja lagi þegar einhvers Evrópubandalagslandanna eða búsettir í einhverju þeirra.

Þátttöku leikara, sem ekki er af neinu því þjóðerni sem skilgreint er í málsgreininni hér að ofan, má samþykkja, með tilliti til þess hvaða kröfur kvikmyndaverkið gerir, séu til þess bær yfirvöld í löndunum báðum ásátt um það.

## 5. grein

Vinnu við kvikmyndatökur í upptökusal, hljóðupptökur og framköllun skal inna af hendi með hliðsjón af eftirfarandi ákvæðum:

Kvikmyndatökur í upptökusal skulu að öðru jöfnu eiga sér stað í landi þess samstarfsaðilans, sem meirihluta á að samstarfinu, nema samstarfsaðilar semji um annað.

Hvor samstarfsaðili er, hvað sem öðru líður, meðeigandi að frumeintaki kvikmynda og hljóðupptöku, hvar sem eintak þetta er varðveitt.

Hvor samstarfsaðili á, hvað sem öðru líður, rétt á millieintaki sér til handa. Ef annar samstarfsaðila afsalar sér þessum rétti skal millieintakið varðveitt á þeim stað er samstarfsaðilar koma sér saman um.

Að öðru jöfnu skal framkalla frumeintak í framköllunarstofu í landi því sem meirihluta á að samstarfsverkefninu,

sem og gera þar önnur eintök sem ætluð eru til nýtingar í því landi, en eintök til nýtingar í landi því sem minnihluta á að framleiðslunni skulu gerð í framköllunarstofu í því landi.

#### 6. grein

Til þess bær yfirvöld í löndunum báðum skulu hafa reglulegt eftirlit með því hvort tryggt sé jafnvægi fram- laga, bæði listrænna og tæknilegra, milli landanna tveggja, í samræmi við ákvæði samnings þessa og sé því ekki að heilsa skulu þau grípa til þeirra ráðstafana sem nauðsynlegar eru taldar.

#### 7. grein

Skipting tekna fer í grundvallaratriðum eftir hlutfalli heildarframlags hvors samstarfsaðila. Með fyrirvara um samþykki til þess berra yfirvalda í löndunum báðum, getur skipting þessi átt við um allar tekjur, um tiltekna aðskildar tekjur hvors lands fyrir sig eða tekið mið af hvorum tveggja þessara aðferða.

Fjárhagslegar ráðstafanir sem samstarfsaðilar koma sér saman um, svo og tekjuskiptingarsvæði, eru háð samþykki til þess berra yfirvalda í báðum löndunum.

#### 8. grein

Séu ekki andstæð ákvæði þar um í samstarfssamningnum, er útflutningur kvikmyndaverka, sem unnin eru í samvinnu landanna, tryggður af meirihlutaaðila að samstarfinu með samþykki minnihlutaaðilans.

Að því er varðar kvikmyndaverk, sem báðir aðilar leggja jafnan hlut til, er útflutningur tryggður, séu ekki andstæð

ákvæði þar um í samstarfssamningnum, af þeim samstarfsaðilanum sem er af sama þjóðerni og leikstjórinn. Sé um að ræða útflutning til lands sem setur skorður við innflutningi, skal kvikmyndaverkið, að því marki sem mögulegt er, skráð á kvóta þess landsins, sem er betur sett í þessu tilliti.

#### 9. grein

Skrá yfir hlutaðeigandi (kreditlistar), sýnishorn og kynningarefni þeirra kvikmyndaverka sem unnin eru í slíkri samvinnu skulu tilgreina að um samstarfsverkefni Frakka og Íslendinga hafi verið að ræða.

#### 10. grein

A kvikmyndahátíðum og í samkeppni skulu kvikmyndaverk sem unnin eru í slíkri samvinnu kynnt sem framleiðsla þess lands sem er meirihlutaaðili að samstarfinu, nema samstarfsaðilar ákveði annað og til þess bær yfirvöld í löndunum báðum samþykki það.

#### 11. grein

Að því er samstarf að kvikmyndaverkum af stystu gerð varðar, skal vinna að hverju kvikmyndaverki með það fyrir augum að reyna að ná almennu jafnvægi á listrænu, tæknilegu og fjárhagslegu sviði.

#### 12. grein

Til þess bær yfirvöld í löndunum báðum skulu skoða jákvæðum huga sérhvert það tilvik er felur í sér samstarf um framleiðslu kvikmyndaverka milli Frakklands og Íslands og

þeirra landa sem annað hvort ríkið er tengt samstarfs-samningum.

### 13. grein

Með fyrirvara um gildandi lög og reglugerðir, skulu hvers konar heimildir veittar fyrir ferðir og dvöl þess starfsliðs, listræns og tæknilegs, sem tekur þátt í samstarfsverkefnum um gerð kvikmynda, sem og til innflutnings til og útflutnings frá hvoru landi um sig á nauðsynlegum búnaði til gerðar verkanna og nýtingar þeirra (filmum, tækjakosti, búningum, hlutum leikmynda, kynningarefnis, o.s.frv.).

## II - SKIPTI A KVIKMYNDAVERKUM

### 14. grein

Með fyrirvara um gildandi lög og reglugerðir er innflutningur og útflutningur á eftirtökum kvikmyndaverka, sem gerð eru í hvoru landinu fyrir sig, ekki háð neinum takmörkunum af hálfu hins landsins.

Yfirfærsla tekna af sölu og nýtingu kvikmyndaverka, sem innflutt eru innan ramma samnings þessa, eru gerð á grundvelli samninga milli framleiðenda í samræmi við gildandi lög og reglugerðir í hvoru landanna um sig.

## III - ALMENN AKVÆÐI

### 15. grein

Til þess bær yfirvöld í báðum löndunum skulu skiptast á öllum upplýsingum um fjárhagsleg og tæknileg mál er varða samstarfsverkefni og skipti á kvikmyndaverkum milli landanna eða á þeim breytingum er verða á lögum eða reglugerðum er áhrif kunná að hafa á slíkt.

## 16. grein

Til þess bær yfirvöld í ríkjunum báðum skulu, ef svo ber undir, kanna skilyrði fyrir umsóknum varðandi samning þennan til þess að leysa þau vandamál er upp kunna að koma við framkvæmd ákvæða hans. Þau skulu kanna æskilegar breytingar með það fyrir augum að efla samstarfið, til hagsbóta fyrir bæði löndin.

Þau skulu efna til funda, innan ramma samstarfsnefndar um kvikmyndamál, að beiðni annars hvors þeirra, einkum þegar um er að ræða mikilvægar breytingar á lögum eða reglugerðum er varða kvikmyndagerð.

## 17. grein

Hvor aðili um sig skal tilkynna hinum þegar gengið hefur verið frá öllum nauðsynlegum formsatriðum varðandi gildistöku samningsins en hann gengur í gildi fyrsta dag annars mánaðar frá móttöku síðustu tilkynningar þar um.

Samningurinn er gerður til tveggja ára frá og með gildistöku. Hann framlengist í tvö ár í senn, sjálfkrafa, nema annar hvor aðila segi honum upp þremur mánuðum áður en gildistíma hans lýkur.

Til staðfestingar á ofangreindu undirrita samning þennan neðangreindir aðilar, sem til þess hafa fullt umboð ríkisstjórnna sinna.

Gjört í Reykjavík, 29. ágúst 1990, í tveimur eintökum á íslensku og frönsku.

Fyrir hönd  
Lýðveldisins Íslands:  
[Signed — Signé]<sup>1</sup>

Fyrir hönd  
Lýðveldisins Frakklands:  
[Signed — Signé]<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Signed by Svavar Gestsson — Signé par Svavar Gestsson.

<sup>2</sup> Signed by Jack Lang — Signé par Jack Lang.

## VIÐAUKI

## FORMSATRIÐI VARÐANDI UMSÖKNIR

-----

Til þess að njóta ákvæða samningsins, skulu framleiðendur í hvoru landinu fyrir sig, senda yfirvöldum í eigin landi umsókn um að fá að njóta kosta slíks samstarfs, einum mánuði fyrir töku, og láta fylgja eftirfarandi skjöl:

- Skjal um höfundarréttarleyfi fyrir fjárhagslegri nýtingu verksins;
- Nákvæmt handrit;
- Skrá um tæknilegt og listrænt framlag hvors lands fyrir sig;
- Nákvæma vinnu/fjárhagsáætlun og fjármögnunaráætlun;
- Vinnuáætlun fyrir kvikmyndaverkið;
- Samstarfssamning þann sem gerður hefur verið milli framleiðenda þeirra er að samstarfsverkefninu standa.

Til þess bær yfirvöld í því landinu sem leggur minna fé til samstarfs- verkefnisins skulu ekki veita samþykki sitt til þess fyrr en þeim hefur borist tilkynning frá til þess bærum yfirvöldum í landi því er leggur stærri hlut til verkefnisins um að þau samþykki það.



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
ICELAND CONCERNING FILM CO-PRODUCTION

The Government of the French Republic and

The Government of the Republic of Iceland,

Desiring to facilitate the co-production of films which, by virtue of their artistic and technical qualities, are likely to enhance the prestige of their countries, and to develop the exchange of films between them,

Have agreed as follows:

I. CO-PRODUCTION

*Article 1*

Films co-produced and qualified under this Agreement are considered to be national films by the authorities of the two countries, in accordance with the laws and regulations applicable in their countries.

They shall be fully entitled to the benefits reserved for national films under the provisions which are in effect or which may be enacted in each country.

Films to be co-produced by the two countries must be approved after consultation between the competent authorities of the two countries:

— In France: The National Film Centre;

— In Iceland: The Icelandic Film Fund.

*Article 2*

In order to qualify for co-production benefits, the producers making the film must have an organization that is technically and financially sound and recognized professional experience.

*Article 3*

Applications for co-production benefits shall be filed by producers from each of the two countries in accordance with the application procedure set forth in the annex to this Agreement, which forms an integral part thereof.

Approval for the co-production of a given film by the competent authorities of each of the two countries may not be subject to presentation of printed elements of the said film.

<sup>1</sup> Came into force on 1 June 1991, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 23 April 1991) by which the Parties had informed each other of the completion of the constitutional procedures required for giving it effect, in accordance with article 17.

When the competent authorities of the two countries have given their approval for the co-production of a given film, such approval may not be subsequently withdrawn except by agreement between the said competent authorities.

#### *Article 4*

The respective contributions of the producers of the two countries to a co-production film may vary from 20 to 80 per cent.

In principle, the two countries must achieve an overall balance with respect both to their respective contributions and service inputs and the participation of actors and technicians.

Films must be made by directors, technicians and actors who are French nationals or resident in France, Icelandic nationals or resident in Iceland, or nationals of or resident in a country of the European Economic Community.

The participation of actors who are not nationals of one of the States referred to in the preceding paragraph may be permitted, due account being taken of the requirements of the film, with the agreement of the competent authorities of the two countries.

#### *Article 5*

Studio scenes must be shot and sound track and laboratory work done in accordance with the following provisions:

Studio scenes shall be shot preferably in the country of the majority co-producer, unless the co-producers agree otherwise.

Each co-producer shall, in any event, be co-owner of the original negative (picture and sound), irrespective of where the negative is kept.

Each co-producer shall be entitled, in any event, to an internegative in his own language. If either co-producer waives this right, the negative shall be kept in a place selected jointly by the co-producers.

In principle, the negative shall be developed at a laboratory in the majority country and the prints intended for use in that country shall also be made there. The prints intended for use in the minority country shall be made at a laboratory in that country.

#### *Article 6*

The competent authorities of the two countries shall consider periodically whether the two countries have maintained a balance in terms of artistic and technical contributions, as required under the provisions of this Agreement and, if they have not, shall decide what measures need to be taken.

#### *Article 7*

Receipts shall be divided in principle in proportion to the total contribution of each co-producer. Subject to the approval of the competent authorities of the two countries, such division may apply to receipts as a whole, or provide for separate receipts by country, or be a combination of the two methods.

The financial provisions adopted by the co-producers and the areas of division of receipts shall be subject to the approval of the competent authorities of the two countries.

*Article 8*

Unless the co-production contract provides otherwise, export arrangements for co-produced films shall be made by the majority co-producer with the agreement of the minority co-producer.

In the case of films with equal participation, export arrangements shall, unless the co-production contract provides otherwise, be made by the co-producer having the same nationality as the director. In the case of export, the film shall, to the extent possible, be charged against the quota of whichever of the two co-producing countries enjoys the most favourable arrangement.

*Article 9*

Credits, trailers and advertising material for co-produced films shall indicate that such films are Franco-Icelandic co-productions.

*Article 10*

In festivals and competitions, co-produced films shall be entered under the nationality of the State of the majority co-producer, unless other arrangements are made by the co-producers and approved by the competent authorities of the two countries.

*Article 11*

As regards the co-production of short films, each film must be artistically, technically and financially balanced overall.

*Article 12*

The competent authorities of the two countries shall give favourable consideration on a case-by-case basis to the co-production of films by France, Iceland and countries with which either State has co-production agreements.

*Article 13*

Subject to the laws and regulations in force, every facility shall be afforded for the travel and sojourn of artistic and technical personnel working on co-produced films and for the import and export to and from each country of material needed to make and show the films (unexposed film, technical material, costumes, sets, advertising material, etc.).

**II. EXCHANGE OF FILMS***Article 14*

Subject to the laws and regulations in force, no restrictions shall be imposed by either Party on the import and export of prints of national films.

Transfers of receipts from the sale and showing of films imported under this Agreement shall be made in accordance with the contracts concluded between the producers and with the laws and regulations in force in each country.

## III. GENERAL PROVISIONS

*Article 15*

The competent authorities of the two countries shall communicate to each other any information on financial and technical matters concerning co-productions and exchanges of films between the two countries or amendments made to laws or regulations that may affect them.

*Article 16*

The competent authorities of the two States shall consider, where necessary, the conditions of application of this Agreement with a view to resolving any difficulties arising from the implementation of its provisions. They shall study such amendments as may be desirable with a view to developing cooperation in the common interest of the two countries.

They shall meet, within the framework of a mixed cinematographic commission, at the request of either of them, particularly in the event of substantial changes to the laws or regulations applicable to the film industry.

*Article 17*

The two Parties shall notify each other of completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the last such notification.

The Agreement is concluded for a period of two years from the date of its entry into force. It shall thereafter be automatically renewable for two-year periods, unless denounced by one of the Parties three months before its expiry.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their Governments, have signed this Agreement.

DONE at Reykjavik, on 29 August 1990, in duplicate in the French and Icelandic languages.

For the Government  
of the French Republic:

[JACK LANG]

For the Government  
of the Republic of Iceland:

[SVAVAR GESTSSON]

## ANNEX

## APPLICATION PROCEDURE

In order to benefit from the provisions of the Agreement, the producers from each country must attach to the application for co-production benefits, which must be submitted to their respective authorities one month before shooting is to begin, a file containing:

- A document showing that copyright has been acquired for the commercial use of the work;
- A detailed script;
- A list of the technical and artistic contributions of the two countries;
- A detailed cost estimate and financing plan;
- A production schedule for the film;
- The co-production contract concluded between the co-production companies.

The competent authorities of the country having the minority financial participation shall give their approval only after receiving the opinion of the competent authorities of the country having the majority financial participation.

---

